

**24 JANVIER 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon  
relatif à l'introduction de l'euro dans les arrêtés concernant les matières relevant  
de la Ministre de l'Emploi et de la Formation**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté royal n° 474 du 28 octobre 1986 portant création d'un régime de contractuels subventionnés par l'Etat auprès de certains pouvoirs locaux, notamment l'article 4, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi-programme du 30 décembre 1988, notamment les articles 93 et 94;

Vu le décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand;

Vu le décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises d'insertion sont agréées et subventionnées;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion de demandeurs d'emploi auprès d'employeurs qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant;

Vu l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises, notamment l'annexe II;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels, notamment les articles 2, 3, 4 et 12, modifiés par les arrêtés du Gouvernement wallon des 31 octobre 1996 et 4 mars 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 1997;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 portant exécution de l'article 7 du décret du Conseil régional wallon du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs, notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, notamment l'article 5, modifié par les arrêtés des 22 janvier, 4 juin et 9 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 d'exécution du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, notamment l'article 2, modifié par l'arrêté du 16 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion des demandeurs d'emploi qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, notamment l'article 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 1998 relatif aux chèques - formation, notamment l'article 3;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 30 octobre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 14 novembre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 septembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 septembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'urgence de disposer, à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2002, des montants en euro;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les tableaux figurant à l'article 2 de l'annexe II de l'arrêté royal du 14 octobre 1986 portant exécution de l'arrêté royal n° 258 du 31 décembre 1983 relatif à l'engagement de chômeurs affectés à certains projets d'assistance aux petites et moyennes entreprises sont remplacés par les tableaux suivants :

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémique(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. .....	.....	..... euros
2. .....	.....	..... euros
3. .....	.....	..... euros
Régime de travail : temps plein - mi-temps (biffer la mention inutile).		

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémique(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. .....	.....	..... euros
2. .....	.....	..... euros
3. .....	.....	..... euros
Régime de travail : temps plein - mi-temps (biffer la mention inutile).		

Fonction n°

Description de la fonction :		
Qualification exigée :		
Diplôme(s) exigé(s) :	Echelle(s) barémique(s) correspondante(s) (indice 100)	
1. .....	.....	..... euros
2. .....	.....	..... euros
3. .....	.....	..... euros
Régime de travail : temps plein - mi-temps (biffer la mention inutile).		

**Art. 2.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 juin 1990 portant exécution du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 2	1 500 000 francs	37 185 euros
alinéa 3	1 500 000 francs	37 185 euros
alinéa 4	1 500 000 francs	37 185 euros

**Art. 3.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 31 octobre 1996 et 4 mars 1999, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
alinéa 1 <sup>er</sup>	205 000 francs	5.082 euros
Article 3		
alinéa 1 <sup>er</sup>	205 000 francs	5.082 euros
	410 000 francs	10.164 euros
Article 4		
alinéa 1 <sup>er</sup>	205 000 francs	5.082 euros
	410 000 francs	10 164 euros
	615 000 francs	15.246 euros
Article 12		
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	615 000 francs	15.246 euros
§ 2, alinéa 2	615 000 francs	15.246 euros
Article 12		
§ 6, alinéa 3	615 000 francs	15.246 euros

**Art. 4.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 février 1997, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 7		
§ 3	4 000 000 francs	99.158 euros

**Art. 5.** Dans les dispositions, indiquées ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 1994 portant exécution de l'article 7 du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 1 <sup>er</sup>		
alinéa 2	200 francs	5 euros
Article 11		
alinéa 2	200 francs	5 euros

**Art. 6.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif aux agents contractuels subventionnés affectés à l'exploitation des parcs à conteneurs, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 4		
§ 1 <sup>er</sup>	350 000 francs	8.677 euros
§ 2	350 000 francs	8.677 euros

**Art. 7.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 mai 1995 relatif à l'engagement d'agents contractuels subventionnés auprès de certains pouvoirs publics et employeurs y assimilés, modifié par les arrêtés des 22 janvier, 4 juin et 9 juillet 1998, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 5		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup>	203 000 francs	5.033 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup>	700 000 francs	17.353 euros
	615 000 francs	15.246 euros
	700 000 francs	17.353 euros
	500 000 francs	12.395 euros
	615 000 francs	15.246 euros
	615 000 francs	15.246 euros
§ 2, alinéa 2	615 000 francs	15.246 euros
§ 3, alinéa 1 <sup>er</sup>	615 000 francs	15.246 euros
alinéa 2	615 000 francs	15.246 euros
Article 11		
§ 3	203 000 francs	5.033 euros

**Art. 8.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1996 d'exécution du décret du 11 juillet 1996 relatif au Fonds budgétaire interdépartemental de promotion de l'emploi dans le secteur non marchand, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant exprimé en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 9		
	750 000 francs	18.593 euros

**Art. 9.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par l'arrêté du 16 juillet 1998, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 2		
§ 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , a)	14 000 francs	348 euros
alinéa 1 <sup>er</sup> , b)	25 000 francs	620 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , a)	7 000 francs	174 euros
§ 2, alinéa 1 <sup>er</sup> , b)	12 500 francs	310 euros

**Art. 10.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 décembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à l'insertion des demandeurs d'emploi qui organisent une formation permettant d'occuper un poste vacant, le montant exprimé en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant est remplacé par le montant en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 12		
	10 000 francs	248 euros

**Art. 11.** Dans la disposition, indiquée ci-dessous, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 1998 relatif aux chèques - formation, les montants exprimés en franc et figurant à la deuxième colonne du tableau suivant sont remplacés par les montants exprimés en euro dans la troisième colonne du même tableau.

Article 3		
alinéa 1 <sup>er</sup>	600 francs	15 euros
alinéa 2	1 200 francs	30 euros
alinéa 3	1 200 francs	30 euros

**Art. 12.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 13.** La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 janvier 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

## VERTALING

N. 2002 — 711

[C — 2002 /27190]

**24 JANUARI 2002. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de invoering van de euro  
in de besluiten betreffende de aangelegenheden  
waarvoor de Minister van Tewerkstelling en Vorming bevoegd is**

De Waalse Regering,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 4, § 1;

Gelet op de programmawet van 30 december 1988, inzonderheid op artikelen 93 en 94;

Gelet op het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector;

Gelet op het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de voorwaarden waaronder de invoegbedrijven erkend en gesubsidieerd worden;

Gelet op het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 oktober 1986 tot uitvoering van het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op bijlage II;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, inzonderheid op artikelen 2, 3, 4 en 12, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 31 oktober 1996 en 4 maart 1999;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, inzonderheid op artikel 7, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 1997;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 houdende uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikelen 1 en 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen (Geco's) aangesteld voor de exploitatie van containerparken, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, inzonderheid op artikel 5, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari, 4 juni en 9 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, inzonderheid op artikel 2, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien, inzonderheid op artikel 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 1998 betreffende de opleidingscheques, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en tewerkstelling), gegeven op 30 oktober 2001;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 14 november 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 7 september 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 september 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzakelijkheid om vanaf 1 januari 2002 over de bedragen in euro te beschikken;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De tabellen opgenomen in artikel 2 van bijlage II bij het koninklijk besluit nr. 258 van 31 december 1983 betreffende de indienstneming van werklozen voor bepaalde bijstandsprojecten ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen worden vervangen door volgende tabellen :

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereiste diploma('s) :	Overeenstemmende weddeschaal (weddeschalen) (index 100)	
1. .....	.....	..... euro
2. .....	.....	..... euro
3. .....	.....	..... euro
Arbeidsregeling : voltijds - halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereiste diploma('s) :	Overeenstemmende weddeschaal (weddeschalen) (index 100)	
1. .....	.....	..... euro
2. .....	.....	..... euro
3. .....	.....	..... euro
Arbeidsregeling : voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		

Functie nr.

Beschrijving van de functie :		
Vereiste kwalificatie :		
Vereiste diploma('s) :	Overeenstemmende weddeschaal (weddeschalen) (index 100)	
1. .....	.....	..... euro
2. .....	.....	..... euro
3. .....	.....	..... euro
Arbeidsregeling : voltijds — halftijds (schrappen wat niet van toepassing is).		

**Art. 2.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 juni 1990 tot uitvoering van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
2e lid	1 500 000 frank	37.185 euro
3e lid	1 500 000 frank	37.185 euro
4e lid	1 500 000 frank	37.185 euro

**Art. 3.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 tot bepaling van de verdelingsmaatstaven van de toelagen die toegekend zijn aan de plaatselijke besturen waar contractuelen te werk zijn gesteld, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 31 oktober 1996 en 4 maart 1999 worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
1e lid	205 000 frank	5.082 euro
Artikel 3		
1e lid	205 000 frank	5.082 euro
	410 000 frank	10.164 euro
Artikel 4		
1e lid	205 000 frank	5.082 euro
	410 000 frank	10.164 euro
	615 000 frank	15.246 euro
Artikel 12		
§ 2, 1e lid	615.000 frank	15 246 euro
§ 2, 2e lid	615 000 frank	15.246 euro
Artikel 12		
§ 6, 3e lid	615 000 frank	15.246 euro

**Art. 4.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 februari 1997, wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 7		
§ 3	4 000 000 frank	99.158 euro

**Art. 5.** In de hierna vermelde bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 1994 houdende uitvoering van artikel 7 van het decreet van 31 mei 1990 houdende instelling van een programma tot bevordering van de werkgelegenheid dat bijzonder bestemd is voor langdurige werklozen in de niet-commerciële sector worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 1		
2e lid	200 frank	5 euro
Artikel 11		
2e lid	200 frank	5 euro

**Art. 6.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de gesubsidieerde contractuelen (Geco's) aangesteld voor de exploitatie van containerparken worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 4		
§ 1	350 000 frank	8.677 euro
§ 2	350 000 frank	8.677 euro

**Art. 7.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 11 mei 1995 betreffende de indienstneming van gesubsidieerde contractuelen door sommige openbare besturen en ermee gelijkgestelde werkgevers, zoals gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 januari, 4 juni en 9 juli 1998, worden de in franken uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 5		
§ 1, 1e lid	203 000 frank	5.033 euro
§ 2, 1e lid	700 000 frank	17.353 euro
	615 000 frank	15.246 euro
	700 000 frank	17.353 euro
	500 000 frank	12.395 euro
	615 000 frank	15.246 euro
	615 000 frank	15.246 euro
§ 2, 2e lid	615 000 frank	15.246 euro
§ 3, 1e lid	615 000 frank	15.246 euro
2e lid	615 000 frank	15.246 euro
Artikel 11		
§ 3	203 000 frank	5.033 euro

**Art. 8.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 11 juli 1996 betreffende het interdepartementaal begrotingsfonds ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 9		
	750 000 frank	18.593 euro

**Art. 9.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 6 november 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 houdende creatie van een doorstromingsprogramma, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998, worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 2		
§ 1, 1e lid, a)	14 000 frank	348 euro
1e lid, b)	25 000 frank	620 euro
§ 2, 1e lid, a)	7 000 frank	174 euro
§ 2, 1e lid, b)	12 500 frank	310 euro

**Art. 10.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 11 december 1997 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de inschakeling van werkzoekenden bij werkgevers die een beroepsopleiding organiseren om in een vacature te voorzien wordt het in frank uitgedrukte bedrag uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 12		
	10 000 frank	248 euro

**Art. 11.** In de hierna vermelde bepaling van het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 1998 betreffende de opleidingscheques worden de in frank uitgedrukte bedragen uit de tweede kolom van onderstaande tabel vervangen door de in euro uitgedrukte bedragen uit de derde kolom van dezelfde tabel.

Artikel 3		
1e lid	600 frank	15 euro
2e lid	1 200 frank	30 euro
3e lid	1 200 frank	30 euro

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2002.

**Art. 13.** De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 januari 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA